

# Bulletin Confédéral des Femmes

MARS 1952

213, rue Lafayette, PARIS-10<sup>e</sup>

**9 MARS** ■ Sous l'égide de la Fédération Démocratique Internatinalne des Femmes, et conscientes du rôle quelles doivent jouer dans la Nation

## LES TRAVAILLEUSES DE FRANCE PARTICIPERONT EN MASSE AUX RASSEMBLEMENTS POUR LA PAIX ET LE DÉSARMEMENT

LORS de la tenue de notre Assemblée nationale pour la défense des Travailleuses, nous avons senti quelle immense force nous représentations nous les travailleuses.

Et s'il est vrai que la classe ouvrière tient son sort dans ses mains, il est non moins vrai que notre C.G.T., organisation de masse la plus représentative des travailleurs, est le pôle d'attraction qui peut aider le plus à l'unité de la classe ouvrière, indispensable pour réaliser l'union du peuple de France pour la Paix, pour l'Indépendance nationale, pour l'avenir de notre pays.

Et cette grande tâche que va aider la Journée Internationale des Femmes, revêt, cette année, une importance jamais égalée.

Cela n'est pas par hasard. Jamais les femmes n'ont mené une action aussi grande qu'actuellement.

Elles ont, de tout temps, participé à toutes les



luttés des peuples, qui s'intensifient, au fur et à mesure que grandit leur désir de libération.

Que ce soit les femmes des pays coloniaux qui luttent pour leur indépendance, que ce soit celles des pays capitalistes qui s'opposent à la politique de guerre des impérialistes, que ce soit celles des pays de démocratie populaire qui œuvrent pour l'instauration

du socialisme, que ce soit celles de la Chine libérée ou celles de l'Union Soviétique, qui de toutes leurs forces travaillent pour l'édification du communisme dans leur pays et qui sont le plus ferme soutien de la lutte des femmes du monde entier, le plus sûr rempart de la paix, toutes les femmes vont, cette année manifester une ardeur accrue, une confiance plus grande dans la *Journée Internationale des Femmes*.

En ce qui concerne la France, la journée est placée sous le mot d'ordre « *PAIX ET DESARMEMENT* »

et les femmes, les mères de notre pays, toutes les travailleuses répondront à l'appel de l'Union des Femmes Françaises, et viendront en masse aux dix grands rassemblements qui feront la démonstration de leur volonté de s'opposer à la politique de guerre du gouvernement d'obtenir :

— l'interdiction des armes atomiques et le contrôle de cette interdiction ;

— la réduction des armements et des crédits militaires ;

— le non réarmement de l'Allemagne et l'opposition au réarmement de notre pays ;

— une vie décente pour les familles ;

— un gouvernement de Paix.

Les travailleuses prendront une grande part à cette journée et les adhérentes de la C.G.T. auront à cœur d'être les plus ardentes, les plus combattives.

Elles déploieront toute leur activité, toute leur volonté pour entraîner l'ensemble de leurs compagnes de misère et de travail, qu'elles soient syndiquées à la C.G.T., à la C.F.T.C., à F.O., au syndicat autonome ou inorganisées.

Les travailleuses qui ont participé, avec enthousiasme, à la grève du 12 février, qui luttent avec courage dans les entreprises pour la défense de leurs

revendications, pour leur droit au travail, pour la vie de leurs enfants et de leurs foyers, auront une représentation à l'image du rôle qu'elles doivent jouer dans le grand combat pour la Paix, pour le désarmement.

Au cours des petites réunions, de petites discussions dans les entreprises, elles établiront leurs cahiers de revendications et elles éliront de larges délégations pour aller à la Direction, aux Pouvoirs publics avec les ménagères pour les représenter aux grands rassemblements du 9 mars.

Quelle est la travailleuse qui ne voudrait assister à ces magnifiques rassemblements

Toutes sentent bien qu'il est nécessaire d'unir les efforts de tout le peuple de France en premier lieu, de la classe ouvrière pour faire changer la politique antiouvrière, antisociale du gouvernement, pour faire échec à la politique de guerre, pour sauver nos foyers, notre pays, pour sauver les peuples.

Voilà pourquoi l'énergie des travailleuses va aller se développant jusqu'au 9 mars, voilà pourquoi elles auront l'appui de l'ensemble du Mouvement Syndical, de l'ensemble de la classe ouvrière pour gagner la bataille de la vie.

**Olga TOURNADE**

Secrétaire de la C. G. T

## PARIS

AUBE  
CALVADOS  
EURE  
EURE-ET-LOIRE  
MANCHE  
MARNE  
HAUTE-MARNE  
OISE  
ORNE  
SEINE  
SEINE-ET-MARNE  
SEINE-ET-OISE  
SEINE-INFERIEURE  
YONNE

## MARSEILLE

BASSES-ALPES  
HAUTES-ALPES  
ALPES-MARITIMES  
AUDE  
BOUCHES-DU-RHONE  
GARD  
HERAULT  
PYRENEES-ORIENTALES  
VAR  
VAUCLUSE

## DOUAI

AISNE  
PAS-DE-CALAIS  
ARDENNES  
NORD  
SOMME

# RASSEMBLEMENTS DU 9 MARS 1952

## LYON

AIN  
DOUBS  
JURA  
SAONE-ET-LOIRE  
ARDECHE  
DROME  
LOIRE  
SAVOIE  
COTE-D'OR  
ISERE  
RHONE  
HAUTE-SAVOIE

## CHATEAUROUX

INDRE  
CREUSE  
LOIRET  
ALLIER  
INDRE-ET-LOIRE  
NIEVRE  
DORDOGNE  
CHER  
LOIR-ET-CHER  
HAUTE-VIENNE

## STRASBOURG

MEURTHE-ET-MOSELLE  
BAS-RHIN  
BELFORT  
MEUSE  
HAUT-RHIN  
VOSGES  
MOSELLE  
HAUTE-SAONE

## LA ROCHELLE

CHARENTE  
DEUX-SEVRES  
CHARENTE-MARITIME  
VENDEE  
GIRONDE  
VIENNE

## CLERMONT-FERRAND

PUY-DE-DOME  
CORREZE  
LOZERE  
AVEYRON  
CANTAL  
HAUTE-LOIRE

## RENNES

COTES-DU-NORD  
LOIRE-INFERIEURE  
MORBIHAN  
FINISTERE  
MAINE-ET-LOIRE  
SARTHE  
ILLE-ET-VILAINE  
MAYENNE

## TARBES

ARIEGE  
LANDES  
BASSES-PYRENEES  
TARN-ET-GARONNE  
HAUTE-GARONNE  
LOT  
HAUTES-PYRENEES  
GERS  
LOT-ET-GARONNE  
TARN

## CORSE

Rassemblements prévus en  
Corse

# Assez de canons ! des ÉCOLES, des MAISONS...



**S**UR 450.000 enfants que compte la région parisienne, 23 % seulement sont en parfaite santé.

« 150.000 sont atteints de scoliose, l'état physique de 70.000 nécessite des exercices de gymnastique médicale, un grand nombre sont atteints de ganglions. 4.000 devraient être admis en préventorium. La santé de 10.000 d'entre eux exige des classes de plein air. Tel est l'exposé fait récemment par Mme le docteur BLANCHET, médecin inspecteur d'hygiène scolaire et universitaire à l'Assemblée Générale des Comités de défense de l'enfance de la Seine. »

Triste bilan en vérité : 103.500 enfants bien portants sur 450.000.

La situation est-elle meilleure dans nos départements ? Certainement pas, compte tenu que la région parisienne a, paraît-il, le privilège d'être celle où existe le plus de moyens de prévenir et de guérir, et bien entendu, la plus grande portion d'enfants touchés par la maladie sont ceux des travailleurs.

Point n'est besoin de chercher longtemps pour trouver les causes de la lamentable situation faite à nos petits, nous pouvons dire sans hésiter : c'est la politique de guerre qui est responsable.

Qui c'est la politique poursuivie par la majorité gouvernementale qui, au travers des centaines de millions d'impôts affectés au budget de la guerre, provoque la cherté du coût de la vie et entraîne obligatoirement la sous-alimentation des familles ouvrières dont les ressources, au travers des bas salaires, sont en dégression constante.

Qui, c'est la politique de guerre qui fait qu'en construisant des armes, au lieu de construire des maisons, des milliers et des milliers de familles ouvrières vivent dans des taudis infects, surpeuplés, quand ce n'est pas tout simplement dehors, comme cette malheureuse femme et ses deux enfants qui passent leur nuit dans la cabine d'un chantier du 16<sup>e</sup> arrondissement. Qui sont logées, comme nous décrit ce camarade de l'Indre, dans une maison qui n'est pas mieux qu'une étable, sans carrelage, les murs dégradés, les plafonds défoncés. « **Nous vivons là-dedans à 7 personnes, nous dit-il, dont 5 enfants et l'ainé a 6 ans ; quand il y en a un de malade, l'épidémie les atteint tous, parce qu'ils couchent ensemble.** »

Qui, c'est la politique de guerre qui, en absorbant toutes les ressources de notre pays, fait que les portes de nos écoles insuffisantes se ferment devant nos enfants ; que nos jeunes gens et nos jeunes filles se voient refuser l'accès des Centres d'apprentissage, qui disparaissent systématiquement ; qui fait que ceux qui constituent tout notre avenir sont les plus durement frappés.

Au travers de notre journée internationale des femmes du 9 mars, nous les mamans, avons-nous le droit de taire tout cela ? Au moment où les travailleuses préparent activement leurs cahiers revendicatifs, qu'elles élisent les déléguées qui les représenteront aux Grands Rassemblements Régionaux, au cours desquels elles manifesteront leur volonté d'exiger une autre politique, il n'est pas possible qu'une liaison étroite ne s'établisse entre les mots d'ordre de cette journée et la défense de l'Enfance.

Désarmement -- lutte contre les taxes de guerre -- deux mots d'ordre qui trouvent un large écho parmi nos camarades, puisqu'ils sont pour elles synonymes de mieux-être pour leurs foyers.

Quand, à LISBONNE, Edgar FAURE et ses complices remettent à leurs maîtres l'accord des 327 députés de la majorité gouvernementale pour la reconstitution de la Wehrmacht, où ils décident de porter à 1.400 milliards le budget de la guerre de notre pays, les travailleuses savent bien qu'au travers des nouveaux impôts qui vont nous être imposés leur misère va encore s'aggraver.

Chaque milliard d'impôts nouveaux qui va au budget de la guerre, c'est autant de volé pour la construction d'œuvres sociales, d'écoles, de maisons. C'est pourquoi, à l'occasion de la Journée Internationale des Femmes, les travailleuses qui veulent un changement de cette politique lieront aux deux grands mots d'ordre de la journée la préparation de la conférence internationale pour la défense de l'Enfance.

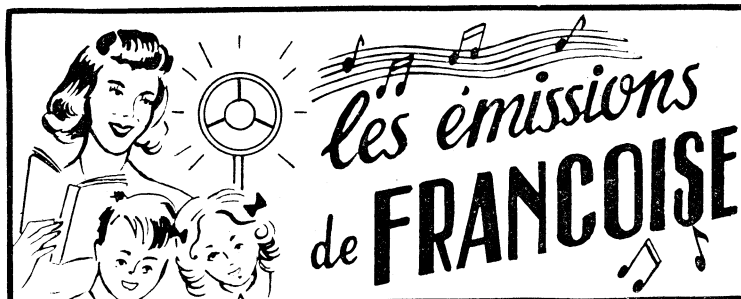
A VIENNE, en avril prochain, les représentants de plus de 50 nations feront le point de la situation faite à l'Enfance dans leurs pays respectifs et rechercheront les moyens propres à l'améliorer.

Dans le cadre de la journée du 9 mars, les travailleuses ne doivent pas se contenter de réclamer à leurs employeurs la création d'œuvres sociales sur la base des entreprises, elles devront aussi prendre l'engagement de joindre leurs efforts à ceux des Membres des Comités Départementaux et Locaux pour la défense de l'enfance, qui ont pour tâche, non

seulement de dresser la liste des besoins de la population, mais aussi de rechercher les moyens d'action qui leur permettront de les obtenir et de mettre les Pouvoirs Publics en face de leurs responsabilités.

La défense des revendications, la défense de nos enfants, celle de notre économie et de notre indépendance nationale, comme la défense de la Paix ne constituent qu'un tout, qui doit être pris solidement en main par l'ensemble de notre mouvement syndical.

**Germaine GUILLÉ**  
Secrétaire de la C. G. T.



**SUR 25 ET 41 MÈTRES**

**\* RADIO - VARSOVIE \***

**DIMANCHE :**

*Françoise et la musique.*

**LUNDI :**

*Françoise et les livres.*

**MARDI :**

*Françoise chez elle.*

**MERCREDI :**

*Le droit de la femme.*

**JEUDI :**

*Dansons la Capucine, émission enfantine.*

**VENDREDI :**

*La Femme dans le monde.*

**SAMEDI :**

*Françoise à l'usine.*

**ÉCOUTEZ TOUS LES JOURS, A 14 HEURES 45**

☆ ☆ **LES ÉMISSIONS DE FRANÇOISE** ☆ ☆

# POUR LA PAIX, POUR LE

## La guerre a coûté au total à la France **5.000 milliards de frs 1946**

Les travailleuses, les mères  
Françaises n'oublient pas :

### 1. SES MARTYRS

Les massacrés d'Oradour-sur-Glane.  
Les pendus de Tulle.  
Les torturés du Vercors.  
Les fusillés de Châteaubriant et du Mont  
Valérien.

**75.000 fusillés, 300.000 déportés.**  
50.000 morts de la Résistance.  
100.000 victimes des attaques aériennes.  
150.000 soldats tombés dans la drôle de  
guerre.  
100.000 israélites anéantis par les nazis.  
150.000 jeunes Alsaciens-Lorrains livrés à la  
Wehrmacht.

### 2. SES RUINES

1.888.000 bâtiments détruits ou endommagés.  
4.227 ponts, 207 écluses, 40 barrages, 11  
grands ports, 3.110 kilomètres de voies ferrées,  
71 dépôts de locomotives, 115 grandes gares.

### 3. SES RICHESSES PILLEES

2 millions de bêtes à cornes, 64.500 chevaux,  
380.000 autos et camions.  
315.000 wagons et 3.300 locomotives.  
750.000 lits, 420.000 draps, 580.000 armoires.  
2 millions d'assiettes, etc...  
133 milliards d'heures de travail (prisonniers  
de guerre et déportés).  
745 milliards prélevés pour l'entretien des  
troupes occupantes.  
760 milliards de produits divers dérobés.

**LES FORCES OUVRIERES ET  
DEMOCRATIQUES ALLEMANDES  
DE L'EST ET DE L'OUEST SONT  
CONTRE LA REMILITARISATION  
D'UNE ALLEMAGNE REVAN-  
CHARDE, EN EFFET :**

◆ **LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE ALLE-  
MANDE** (Allemagne de l'Est), dans son ensem-  
ble avec en tête son gouvernement.

◆ **75 POUR 100 DES ALLEMANDS DE L'OUEST**  
qui, dans un grand référendum démocratique  
ont répondu non à la remilitarisation de l'Alle-  
magne.

**ET CES ALLEMANDS LUTTENT CONTRE LA  
POLITIQUE D'ADENAUER :**

- A la mi-janvier, une conférence nationale  
des mineurs s'est tenue à Essen dans la  
Ruhr. Les délégués représentant les 700.000  
mineurs d'Allemagne ont décidé momen-  
tamment de lutter contre la remilitarisa-  
tion de l'Allemagne et le plan Shuman.
- Au début de ce mois, des manifestations  
contre la remilitarisation de l'Allemagne  
se sont déroulées à Hambourg, à Stuttgart,  
à Francfort, à Nuremberg et à Bonn  
même, malgré le déploiement des forces  
policières, devant le parlement.
- De multiples grèves et débrayages contre  
la remilitarisation de l'Allemagne se sont  
déclenchées.

*“ La lutte pour la Paix est une oeuvre  
de salut public. La victoire doit être et  
sera la conclusion de notre action. ”*

Alain LE LÉAP  
(28 Congrès de la C. G. T.)

**RENNES. — Contre la transformation de leur pro-  
vince en « réduit breton ».**

« Nous pourrions, par exemple, faire replier  
nos troupes jusque dans la presqu'île de Bre-  
tagne où nos soldats seraient protégés par  
notre force navale et aérienne et où les Russes  
ne pourraient les atteindre » a déclaré le  
général Eisenhower.

Si nous n'étions pas capables d'empêcher  
la guerre et que le général Eisenhower mette  
son projet à exécution, la Bretagne serait  
rayée de la carte du monde.

Mais cela ne sera pas et les femmes ré-  
pliqueront à Eisenhower le 9 mars.

10 GRANDS

**CHATEAUROUX, LA ROCHELLE. — (Contre l'oc-  
cupation américaine) 5.000 Américains à Châ-  
teauroux.**

But de l'EUCOM (European Command) :  
10.000 occupants dans les prochains mois.

Les aviateurs français expulsés du camp de la  
Martinerie.

En janvier 1951, l'usine SNCASO occupait  
1.500 ouvriers. A la fin de l'année elle n'en  
occupait plus que 500 (les ouvriers qualifiés y  
font un travail de simples spécialistes, voire de  
manœuvres). Depuis que l'usine est dirigée par  
les Américains, le Comité d'Entreprise a été dis-  
sout, les délégués du personnel supprimés.

Au petit village de Céré, 21 paysans expulsés  
de leurs terres.

**CLERMONT-FERRAND, TARBES. — « Pour**

**les industries de paix ».**

Possibilités de fabrication de matière  
ferroviaire, machines agricoles, ma-  
chines à forer pour l'extraction du  
pétrole métropolitain, etc...

Utilisez cette page pour les panneaux syndicaux

# DÉSARMEMENT

« Quand tout se fait petit, femmes, vous restez grandes...  
Et c'est à votre front qu'on voit monter le rouge  
C'est vous qui vous levez et qui vous indignez  
Femmes, le sein gonflé, les yeux de pleurs baignés  
Vous tuez le tyran, vous consolez les tombes,  
Et le vautour frémit sous le bec des colombes. »

Victor HUGO.

— Pour des industries de Paix « contre la construction du pipeline de la mort ».

Le « feeder » supprimé non seulement les centrales gazières de Clichy et de Landy (avec la mise au chômage de milliers de milliers de travailleurs) mais prive en outre, l'industrie chimique parisienne de matières premières essentielles : 13.000 tonnes d'huiles minérales légères, 78.000 tonnes d'huile phénolée, 100.000 tonnes de cataline, etc. La distillation coûterait quotidiennement 2.600.000 francs de plus aux usa-

LILLE. — « Contre la fermeture des puits de mines et le chômage dans le textile ».

**L'industrie textile.** — Première des industries françaises pour la valeur de ses exportations — **menacée de mort** par l'arrêt des importations de coton, la pénurie de pouvoir d'achat des masses, le sabotage du commerce avec l'Est.

Dans l'industrie de la laine : 3.245 tonnes de filés produites en décembre 1951 contre une moyenne mensuelle de 6.500 en 1950. 24.000 métiers à tisser arrêtés.

Au total, plus de 150.000 travailleurs touchés par le chômage partiel et 200.000 par des réductions d'horaires.

**Plusieurs mines du Nord et du Pas-de-Calais fermées**, entre autres les fosses Renard, La Bocca, Crespin, de Liny-les-Aires, les puits 7 de Scarpel, 7 de Dourges, 11 de Lens, 7 d'Auchel.

## ASSEMBLEMENTS RÉGIONAUX

LYON. — « Contre le chômage et pour la reprise des relations économiques avec l'U.R.S.S. et les pays de l'Est ».

La récente commande soviétique de 2 milliards de francs de soieries lyonnaises a sauvé de nombreuses entreprises d'un désastre imminent (les Etats-Unis n'importent plus nos soieries) et prouve la possibilité d'un commerce important avec les pays de l'Est.

Mettre un terme aux scandaleuses interdictions de commercer avec la Chine qui obligent la France à passer par l'Angleterre (donc de payer en livres sterling) pour nous procurer l'indispensable soie grège de Chine.

STRASBOURG. — « Pour dire non au réarmement de l'Allemagne nazie et pour l'amitié avec les femmes allemandes. »

Avec le projet de canalisation de la Moselle dans le cadre du plan Schuman, ce serait la mort du port de Strasbourg (aussi important que Bordeaux et Dunkerque).

Dans le cadre de la mainmise américaine, graves menaces contre le premier gisement pétrolier français de Pechelbronn.

MARSEILLE. — « Contre la guerre au Viet-Nam, pour qu'on ne voie plus arriver à Marseille de bateaux-cercueils ».

38.000 tués dont 1.000 officiers.

La guerre du Viet-Nam coûte actuellement 500 milliards par an.

Avec cette somme il serait, par exemple, possible de construire environ 160.000 logements et de loger confortablement 640.000 personnes ainsi que de construire 25 grands hôpitaux de 1.000 lits chacun.

PARÉE DU LUXE TROMPEUR  
de la " civilisation américaine "  
UNE ARME EMPOISONNÉE DU PATRONAT  
**Les Magazines**  
du " Cœur "

Chaque semaine, près de quatre millions d'exemplaires des « Confidences », « Nous deux », « Intimité », « Madrigal », etc... s'en viennent verser un poison perfide dans le cœur et l'esprit d'un nombre bien plus grand encore de lectrices — car on se les passe de main en main, ces magazines, n'est-ce pas !

Aux ouvrières, aux employées, aux exploitées, ces journaux des mensonges fleuris viennent apporter pendant quelques heures l'illusion d'une vie facile.

Epuisées par leurs dures journées à l'atelier ou au bureau, fatiguées par les commissions faites en courant sur le chemin du retour, attendues à la maison — souvent un logement triste et trop étroit — par le ménage, la cuisine, la vaisselle, la lessive, le repassage... angoissées par les prix qui grimpent toujours, soucieuses de la menace du chômage, nos camarades de travail rêvent de s'échapper de cette vie d'enfer et d'oublier leur misère.

Or, les magazines du « cœur » apportent quelques heures d'évasion que beaucoup prennent l'habitude d'attendre, hélas, chaque semaine.

Elles croient seulement oublier leur misère, — on leur fait oublier en même temps, sans qu'elles s'en aperçoivent, quels sont les RESPONSABLES de leur misère ; on leur fait oublier aussi que c'est seulement par la LUTTE, dans l'UNITE et la SOLIDARITE, et non en rêvant d'une vie plus belle, que les travailleuses de France, pourront, après celles de l'Union Soviétique, de la Chine et des Démocraties Populaires, conquérir à leur tour plus de bonheur pour elles et leurs enfants ?

Beaucoup de nos camarades ont tendance à sous-estimer le danger que représente cette presse.

Il suffit de se rappeler qui fabrique, ou inspire ces journaux : les américains, — et qui les finance : de gros industriels, pour se convaincre du contraire. Ni les uns ni les autres n'ont pour habitude de dépenser du temps et de l'argent pour le seul plaisir des autres. Et il est certain que s'ils attachent tant d'importance à multiplier ces magazines, c'est que ceux-ci servent leurs intérêts !

Sans aucune exception, les histoires racontées par ces journaux présentent la « vie meilleure » sous une forme exclusivement individualiste, acquise par la chance, la séduction, l'aventure et même l'immoralité, jamais par le travail et la lutte.

Comme l'écrivait récemment l'Appel pour la Dignité de la Presse féminine française, ces journaux « tendent à faire des Françaises soumises à leur influence, des femmes et des jeunes filles pour lesquelles l'essentiel de la vie réside dans le succès amoureux et la réussite individuelle. La torpeur ainsi créée les amène à méconnaître les problèmes réels et les prépare à accepter demain pour elles comme pour leur pays, n'importe quelle trouble aventure, y compris la plus grave menace de notre temps : la guerre. »

Voilà pourquoi les américains et les patrons s'intéressent tant à la presse du « cœur » — et pourquoi nous devons la combattre avec beaucoup plus d'énergie que nous ne l'avons fait jusqu'ici.

A Paris et dans quelques centres de province, des comités pour la Dignité de la presse féminine, sont en train d'être constitués groupant, dans une union active contre un danger précis, des personnes de toutes tendances et de tous les horizons sociaux.

Mais sans attendre leur constitution, nous devons redoubler d'ardeur pour lutter contre la mauvaise presse féminine et diffuser notre presse féminine démocratique et notre presse ouvrière.

C'est d'abord en organisant avec persévérance la diffusion de notre Vie Ouvrière, d'une part, et de Femmes Françaises et Filles de France de l'autre, que nous pourrions combattre l'influence démobilitatrice des magazines du « cœur ».

# Aider nos Militantes...

Par centaines et par centaines, les militantes et les travailleuses ont préparé la Conférence Nationale des Femmes de décembre dernier et y ont participé. Plus nombreuses encore elles préparent avec l'ensemble des directions syndicales, les rassemblements et les actions de la Journée du 9 mars. Dans ces vastes mouvements, que de nouvelles forces se révèlent ou se tréparent !

Il ne faut pas laisser perdre tout ce capital, nous avons tant besoin de militantes à l'entreprise, dans les localités ou dans les Unions Départementales !

Il ne fait aucun doute que cette vie de militant, que ces tâches de responsables apportent, en même temps que beaucoup de satisfactions, bien des soucis. C'est en raison de ces soucis, de ces difficultés, que parfois de bons camarades ou de bonnes camarades hésitent à prendre des responsabilités.

Certes, ces camarades ont tort, ils privent notre mouvement de nouvelles forces considérables et ils se privent du même coup, eux-mêmes ou elles-mêmes, de bien des joies et de bien des enthousiasmes.

Dire cela n'est pas suffisant. Nous devons aider ces camarades à prendre confiance en eux, en leurs qualités, en leurs possibilités et aussi les aider à acquérir de plus grandes capacités de réalisation. C'est pour donner cette aide que la direction confédérale tient son Ecole Centrale dans laquelle des stages sont réservés à nos militantes à tous les échelons de responsabilités.



Recruter pour cette Ecole est donc un devoir pour nos organisations syndicales. Ce faisant, elles accomplissent strictement leurs obligations à l'égard des militantes, plus largement encore à l'égard des travailleuses et du Mouvement syndical tout entier.



Depuis l'ouverture de notre Ecole Confédérale, deux stages ont été organisés pour nos militantes. Au total, plus de 50 camarades y ont participé ; elles en sont sorties plus fortes, plus capables et plus enthousiastes encore.

Bien sûr, elles abordaient l'étude avec appréhension : « Vais-je pouvoir suivre ? », « Serons-nous bien hébergées ? », et ceci, et cela, que de questions ne se posaient-elles pas à l'ouverture de leur école ! Toutes devaient convenir au départ du non-fondé de ces appréhensions. Rien ne s'oppose donc à ce que des dizaines de militantes acceptent de grand cœur de participer à notre Ecole

si on sait leur en montrer l'importance et le juste caractère.



Cette année nous organisons deux stages pour les militantes, c'est dire l'intérêt que la direction confédérale porte à la défense des travailleuses et à la promotion de cadres féminins.

Le premier de ces stages se tiendra du 21 avril au 16 mai. Il est plus particulièrement réservé aux militantes ayant des responsabilités à l'entreprise (déléguées, collectrices, membres des directions de sections syndicales).

Le second, du 25 mai au 21 juin est plus particulièrement réservé aux militantes ayant des responsabilités plus larges (membres des directions d'Unions Locales, d'Unions Départementales, etc...).

Nous avons déjà reçu 11 candidatures pour ces stages mais il reste beaucoup à faire.

Il reste à désigner des dizaines d'autres candidates, à les convaincre, à les aider à surmonter les difficultés que soulève une absence d'un mois du foyer et de l'entreprise.

Les patrons s'opposent au détachement d'une militante pendant un mois, il faut organiser l'action de masse pour imposer ce détachement et pour protéger la militante pendant son absence.

La militante qui vient à l'Ecole s'engage par là même à y déployer tous les efforts nécessaires et à rendre ensuite en activité ce qu'on est en droit d'exiger d'elle après les sacrifices de son organisation.

Pour ces raisons nos organisations se doivent donc de placer leurs candidats sous le contrôle et sous la protection des syndiqués et de l'ensemble des travailleurs et des travailleuses. Elles organiseront à cet effet des collectes de masse, des fêtes, etc..., pour faire de leurs candidates, les « boursières des travailleurs ». Il s'agit donc là d'une condition indispensable pour un juste recrutement à notre école.

Il y a aussi le foyer, les enfants, et nos organisations syndicales seraient grandement coupables de ne pas aider leurs candidates à vaincre ces obstacles. Elles organiseront donc la solidarité pour la garde des enfants, pour certains travaux du foyer, etc... Ne pas faire cela c'est priver bon nombre de nos militantes de la possibilité de suivre notre école.

Très rapidement, des dizaines de candidates peuvent et doivent nous parvenir.

Marc PILOT,  
Secrétaire de la Commission  
d'Education de la C.G.T.

« Le meilleur moyen de consolider l'unité, c'est d'être syndiqué, c'est d'appartenir à l'organisation syndicale.

« Recruter, c'est la base essentielle de l'organisation de l'unité. »

(Benoit FRACHON,  
au C.C.N. du 26 Septembre 1951.)

J'ADHERE A LA C.G.T.

NOM : ..... Prénom : .....

ADRESSE : .....

LIEU DE TRAVAIL : .....

Il serait bien que les Unions départementales reproduisent ce bulletin d'adhésion à un très grand nombre d'exemplaires.

# POUR LE SUCCÈS DES RASSEMBLEMENTS

63 DEPARTEMENTS  
SE SONT REUNIS

## POUR DE LARGES DELEGATIONS AUPRÈS DES PATRONS AUPRÈS DES POUVOIRS PUBLICS

### A PARIS :

L'Aube, Calvados, Eure, Manche, Marne, Haute-Marne, Oise, Seine-et-Marne, Seine-Inférieure, Yonne.  
**ABSENTS** : La Région Parisienne, Eure-et-Loir, Orne.

### A MARSEILLE :

Alpes-Maritimes, Aude, Bouches-du-Rhône, Gard, Hérault, Pyrénées-Orientales, Var, Vaucluse.  
**ABSENTS** : Gard, Vaucluse, Basses-Alpes, Hautes-Alpes.

### A DOUAI :

Aisne, Pas-de-Calais, Ardennes, Somme, Nord.

### A LYON :

Ain, Doubs, Saône-et-Loire, Drôme, Loire, Savoie, Côte-d'Or, Isère, Rhône, Haute-Savoie.

**ABSENTS** : Jura, Ardèche.

### CHATEAUXROUX :

Indre, Creuse, Loiret, Allier, Indre-et-Loire, Nièvre, Cher, Loir-et-Cher, Haute-Vienne.

**ABSENTS** : Dordogne.

### STRASBOURG :

Meurthe-et-Moselle, Bas-Rhin, Belfort, Haut-Rhin, Moselle, Haute-Saône.

**ABSENTS** : Meuse, Vosges.

### LA ROCHELLE :

Deux-Sèvres, Charente-Maritime, Gironde, Vienne.

**ABSENTS** : Charente, Vendée.

### CLERMONT-FERRAND :

Puy-de-Dôme, Corrèze.  
**ABSENTS** : Lozère, Aveyron, Cantal, Hte-Loire.

### RENNES :

Côtes-du-Nord, Loire-Inférieure, Morbihan, Finistère, Maine-et-Loire, Sarthe, Ille-et-Vilaine.

**ABSENTS** : Mayenne.

### TARBES :

Basses-Pyrénées, Tarn-et-Garonne, Haute-Garonne, Hautes-Pyrénées.

**ABSENTS** : Ariège, Landes, Lot, Gers, Lot-et-Garonne, Tarn.

### OBJECTIFS DES DÉPARTEMENTS CONNUS POUR LA PARTICIPATION DES TRAVAILLEUSES AUX RASSEMBLEMENTS :

AISNE	1.000
ALLIER	300
ARDENNES	200
AUBE	200
CALVADOS	300
CHARENTE-MARITIME	800
CREUSE	50
EURE	100
HAUTE-GARONNE	1.000
GIRONDE	300
ILLE-ET-VILAINE	500
INDRE-ET-LOIRE	70
LOIR-ET-CHER	50
LOIRET	200
LOIRE-INFÉRIEURE	200
MAINE-ET-LOIRE	500
MANCHE	50
MARNE	250
HAUTE-MARNE	80
MORBIHAN	40
NORD	5.000
BASSES-PYRENEES	600
SEINE-INFÉRIEURE	1.000
SEINE-ET-MARNE	100
DEUX-SEVRES	100
TARN-ET-GARONNE	40
VIENNE	100
YONNE	100

### COMMENT TROUVER DE L'ARGENT POUR LE VOYAGE DES DELEGUEES

La liste de souscription est le meilleur moyen, mais l'U.D. de l'AUBE a cité une bonne initiative, à chacun sa pièce de 5 frs, argent ramassé à la porte des usines.

**TOURS** : organise un bal pour le financement de ses déléguées.

**ROANNE** : une séance de cinéma et une souscription dans les usines.

**ST-ETIENNE** : organise un bal.

**HAUTE-SAVOIE** : Anney, chez S.H.R. font une collecte dans l'usine.

**MEURTHE-ET-MOSELLE** : Le collectage à la porte des entreprises est déjà fait et le voyage est couvert.

**LOIRET** : L'Union Départementale a décidé d'organiser une séance de cinéma et une tombola.

**ALPES-MARITIMES** : liste de souscription.

### DÉJÀ DES TRAVAILLEUSES SONT ÉLUES

**A ST-ETIENNE, à la Manufacture**, dans un seul atelier, 10 déléguées déjà élues dont 1 C.F.T.C. et 4 Inorganisées.

**Dans le RHONE** : 20 femmes élues chez Simplex.

**NARBONNE** : 35 travailleuses élues.

**Dans la Haute Vallée de l'Aude** : 15 travailleuses élues.

**Dans le département de l'Yonne** : 50 élues.

**Dans le département de Calvados** : 50 élues.

**Région Parisienne** : Elues pour le 9 mars :

**E.D.F.** Messine 23, C.N.E. 7, Vienne 30.

**Métaux** : Dreyfus 21.

**Habilleinent** : S.P.H. 8.

**Communaux d'Ivry** : 11.

**B.N.C.F.** : 15.

**Loiret** : 4 déléguées chez Maure (métaux),

2 chez les employés de commerce.

### DE TOUTE LA FRANCE

#### DANS LA LOIRE à ROANNE

L'objectif de l'Union Locale est de 30 déléguées. Ils vont faire un dépliant de quatre pages : les revendications des femmes. Ils montreront ce qu'apporterait le désarmement aux femmes travailleuses.

Le 13 Mars, ils organisent une journée revendicative et d'action auprès des pouvoirs publics : délégations auprès de la Préfecture et du Conseil Municipal contre les licenciements et pour l'ouverture d'un fond de chômage.

#### A ST-ETIENNE

Objectif de l'Union locale : 60 déléguées, à la Manufacture 40 déléguées, Municipaux 2 déléguées, 2 déléguées chez Charvin, 2 déléguées chez Pupier, une déléguée au Casino.

L'U.D. va sortir un questionnaire avec 5 questions aux femmes travailleuses, au-dessous, la solution que propose la C.G.T.

Les camarades de l'U.D. ont décidé de suivre chacun une Union Locale.

**RHONE** (objectifs des métaux : 1.500 déléguées). Sort une affichette pour panneaux syndicaux, un tract de quatre pages avec un questionnaire détachable.

**LOIRET** : Les ouvrières travaillant très loin de leur domicile, il est presque impossible de les réunir le soir à la sortie. Une camarade ayant les adresses des femmes de son entreprise, fait le porte-à-porte et va les trouver chez elles. Les objectifs pour la préparation du 9 Mars sont surtout orientés en direction de MONTARGIS, ORLÉANS, GIEN. Dans les métaux, chez Ambert, moteurs électriques où il y a 300 femmes. Chez Maure où il y a plus de 700 femmes. Chez Braud (explosifs) 200 femmes.

A GIEN (faïencerie) 150 femmes travaillent, chez RIM (textile) où 1.500 femmes travaillent.

Le gros effort sera porté sur HUTCHINSON à Montargis.

## Un exemple parmi d'autres celui de l'Aube

Constitution d'un Comité de préparation avec U.F.F. et C.G.T..

La mobilisation des femmes pour le rassemblement de Paris devra se faire sur les points suivants :

- lutte pour la Paix ;
- contre le réarmement allemand (procès de Joeckel) ;
- lutte contre le chômage ;
- ouverture des marchés avec l'Est ;
- dépôt partout des cahiers de revendications.

L'objectif pour le département devrait être de 200 déléguées, 100 pour les syndicats.

#### Répartition :

TROYES	55	ARCIS	2
ROMILLY	30	NOGENT	2
MUSSY	2	MONTIERAMEY	2
BAR-SUR-AUBE	1		
AIX-EN-OTHE	2		
ESTISSAC	2		
MARIGNY	2		

(40 textile, 10 métaux, 2 Sécurité Sociale, 2 employés, 2 carton, 1 cheminots, 25 textile, 5 cheminots).

#### Organisation et propagande :

- circularise à 20 syndicats ;
- question à chaque réunion ;
- intervention au Congrès de l'U.L. de TROYES (collecte et désignation au congrès) ;  
— intervention et collecte à Romilly au meeting ;  
— intervention et contrôle des tâches à la conférence des U.L. le 1<sup>er</sup> mars.
- visite dans six localités en plus de Troyes et Romilly ;
- faire des articles dans la presse locale ;
- convoquer des femmes pour la réunion de la commission ;
- réunion des cheminots lundi pour étudier la question pour eux ;
- lettre aux femmes membres de notre C.E. et des U.L. de l'Aube.

Collectage des fonds devant les usines avec drapeaux et un mot d'ordre : « Chacun 5 frs pour avoir des déléguées à l'assemblée des femmes ».

# LA CHARTE REVENDICATIVE DES TRAVAILLEUSES DE FRANCE



A l'unanimité, les 1.000 déléguées, de toutes tendances, à l'Assemblée nationale de Défense des travailleuses ont adopté une « charte revendicative des travailleuses de France », dans laquelle elles définissent leurs revendications essentielles. Cette charte importante sera éditée prochainement en brochure par la C.G.T. En voici les points essentiels :

## ● DEFENSE DES SALAIRES ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL :

— révision immédiate du salaire minimum interprofessionnel garanti, compte tenu, d'une part, des 23.600 francs exigés le 31 août par les représentants de toutes les centrales syndicales (pour 173 heures de travail par mois) (ou 40 heures par semaine), et, d'autre part, des hausses de prix intervenues depuis le 15 août, date de référence pour les 23.600 francs;

— échelle mobile, garantissant le pouvoir d'achat des salaires chaque fois que le coût de la vie augmente de 3 %;

— suppression des abattements de zone et d'âge;

— application effective de la loi de notre regretté Ambroise Croizat : « A travail égal, salaire égal »;

— application obligatoire du salaire minimum interprofessionnel garanti dans toutes les entreprises, avec rappel de salaires et amendes aux patrons pour chaque infraction constatée;

— égalité des classifications, établies selon la valeur du travail; possibilité d'acquérir la même qualification que les hommes par des cours de perfectionnement technique;

— accession à tous les postes et emplois;

— abolition des cadences exténuantes et calcul des primes de rendement et de boni sur les salaires minima garantis de chaque catégorie;

— application du statut de la Fonction publique;

— semaine de 40 heures en cinq jours, avec deux jours de repos consécutifs sans diminution de salaire;

— suppression des abattements d'âge;

— application de la législation sur l'hygiène et la sécurité par la création et le fonctionnement de Comités d'hygiène et de sécurité.

## ● LUTTE CONTRE LE CHOMAGE :

— dénonciation des accords gouvernementaux, qui ruinent nos industries;

— popularisation du programme de redressement économique, d'indépendance nationale et de progrès social de la C.G.T.;

— établissement de programmes précis pour chaque entreprise, localité, afin de permettre le plein emploi, conformément au préambule de la Constitution qui assure à chacun le droit au travail.

## ● DEFENSE DES CHOMEUSES :

— création de fonds de chômage dans toutes les localités;

— inscription au fonds de chômage de tous les sans travail, sans exception, quelle que soit leur situation de famille;

— attribution d'une indemnité de chômage égale à 75 % du salaire minimum légal pour tous les sans travail, quel que soit leur âge et leur situation familiale, ce qui exige la suppression du plafond des ressources familiales.

## ● CHOMAGE PARTIEL :

— attribution du chômage partiel aux travailleuses de toutes les branches d'activité, quelle que soit la cause de la réduction de travail, y compris les ouvrières à domicile, indemnité de chômage partiel égale à 75 % du salaire réel;

— gratuité des cantines scolaires.

## ● SECURITE SOCIALE :

Au moment où le système de Sécurité sociale est remis en cause, action unie contre toute diminution des prestations servies,

contre la menace des suppressions de prestations de courte maladie,

contre toute augmentation de la cotisation ouvrière,

contre le délai non remboursable de maladie qui serait porté à 6 jours au lieu de 3,

contre l'augmentation de la cotisation des salariés,

pour le maintien des indemnités journalières de maladie,

pour la gratuité des soins et des frais d'hospitalisation et, en attendant, le remboursement intégral à 80 % des frais médicaux et pharmaceutiques avec suppression des avances,

pour le paiement de prestations en espèce à la mère de famille en cas d'arrêt de travail par suite de la maladie de l'enfant,

pour toutes les femmes, retraite à 55 ans et relèvement de la retraite à 96.000 francs à tous les vieux travailleurs.

## ● ALLOCATIONS FAMILIALES :

— relèvement des allocations familiales suivant la loi Croizat, compte tenu de la revalorisation des salaires et suppression des abattements de zone;

— dans l'immédiat, augmentation de 50 % des allocations familiales;

— allocations familiales à partir du premier enfant;

— institution d'une allocation complémentaire pour les mères de famille, qu'elles travaillent ou non.

\*\*

Les déléguées ont également énuméré un certain nombre de revendications en matière de législation sociale en faveur des femmes travailleuses. Elles comportent, en particulier :

— la création d'un vaste réseau d'œuvres sociales : maternités, crèches, garderies, jardins d'enfants, goutte de lait : de centres de lavage et de raccommodage, de colonies de vacances et maisons de repos;

— la protection de toutes les femmes enceintes, par la garantie de leur emploi et mutation à des travaux salubres et moins pénibles, sans diminution de salaire;

— la construction de logements sains à des prix accessibles, d'écoles, d'hôpitaux, de préventoriums et de sanatoriums;

— la réouverture et le développement des centres d'apprentissage;

— un minimum de trois semaines de congé payé par an, avec paiement d'une prime de vacances.